

# Vaucluse Syndicaliste



## *Les 1<sup>er</sup> Ministre passent ...*

Les premiers ministres passent, la logique ultra libérale reste. Malgré le tapage médiatique destiné à nous donner l'illusion d'une différence entre Sarkozy et Villepin, la politique qu'ils mènent conduit toujours à enrichir les plus riches.

Le programme de privatisations se poursuit, avec la mise en bourse d'EDF, la cession à la gestion privée de secteurs d'activité de la SNCF. Par exemple, sur la région, l'introduction du privé dans le transport collectif, à Marseille, reste l'enjeu majeur de la lutte des tramways de la RTM.

Cette politique s'accompagne de restrictions budgétaires sur lesquelles le gouvernement est en difficulté. La révolte des banlieues, quoi qu'on puisse en penser, est le résultat de la casse sociale, des réductions d'aides aux plus fragiles, des baisses de subventions – casse à laquelle le pouvoir a du mettre un bémol.

Elus locaux et régionaux, directeurs d'hôpitaux, responsables associatifs, nombre de gestionnaires dénoncent les méfaits de cette politique.

Dans ce contexte, le rôle de la CGT est important. Elle organise l'expression des revendications des salariés et la lutte pour les faire aboutir, mais elle donne aussi dans la bataille idéologique l'information sur les enjeux véritables. Le plan national de syndicalisation a été lancé, puis développé à cet effet, il se poursuit par des caravanes sur le département pour aller au contact des deux zones de Auchan Nord et Courtine.

Le 48<sup>ème</sup> congrès doit être l'expression des syndiqués, pour faire reculer l'ultralibéralisme et gagner sur les revendications. La mobilisation de toutes et de tous autour de sa préparation pour la définition de ses objectifs conditionne les succès futurs.

Jean Louis PERRIN  
Secrétaire Général syndicat C H Avignon

## Sommaire

48<sup>ème</sup> Congrès : Page 2

Sécu ,  
60 ans d'histoires de solidarité :  
Page 3

La santé ça n'a pas de prix !  
Rencontre avec Hélène Blanc,  
Secrétaire de l'US Santé  
Page 4

Coup d'œil  
sur les infos de l'UD  
Page 5

Revue de Presse  
Page 6

L'Invité  
Gilles Fournel, Secrétaire Général de  
l'UD, rend compte de sa rencontre avec  
l'UD 30 sur la question du bassin  
d'emploi d'Avignon et de la place de  
Villeneuve.....  
Page 7

Transports et Services Publics  
Page 8



48ème congrès :

« La CGT tu la veux comment ? »

Le développement de la CGT sera le fil rouge de toutes les réflexions du 48<sup>ème</sup> congrès confédéral afin de développer notre efficacité revendicative, notre capacité à mobiliser durablement un nombre toujours plus important de salariés.

### Un 48ème Congrès en 4 phases :

→ l'organisation de débats dans les syndicats ou bassins d'emploi avec les syndiqués et les salariés, afin de montrer une CGT offensive, tournée vers les entreprises abordant les questions auxquelles nous sommes confrontés pour la construction du rapport de force (nature de nos interventions, rassemblement et unité, rapport au politique et à l'associatif, notre vie syndicale, le nouveau statut du travail salarié et la Sécurité Sociale Professionnelle).

Le congrès confédéral est celui des syndicats. Le rôle des UD et des FD est de prendre toutes les initiatives favorisant l'implication des syndicats dans la préparation, la tenue, le compte-rendu et la mise en œuvre des décisions prises.

Dans un même temps, un questionnaire adressé aux syndiqués, permettra de connaître à l'échelle nationale, l'avis de nos adhérents sur la manière dont ils vivent, voient, ressentent la CGT et ce qu'ils en attendent. Nous voulons être plus à leur écoute et moins parler à leur place.

Les PV des débats et les questionnaires sont à adresser à l'UD qui les centralisera et les enverra à la confédération.

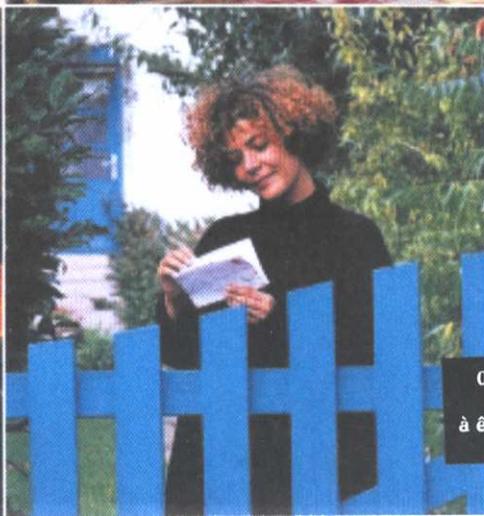
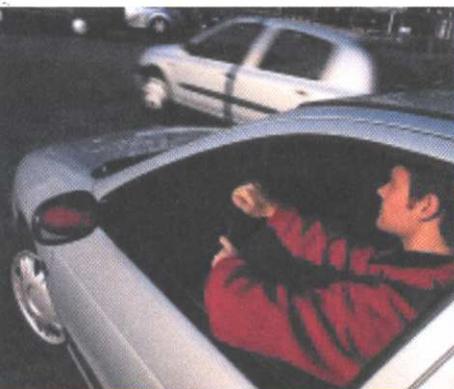
→ La 2<sup>ème</sup> phase débutera en janvier avec le document d'orientation, qui devra être mis à la disposition des syndiqués pour débattre. Ces orientations seront traduites en décisions claires et lisibles pour aider à la participation des syndiqués et engageant toute la CGT, une fois adoptées.

→ La 3<sup>ème</sup> phase sera celle du congrès.

→ La 4<sup>ème</sup> phase, celle de la mise en œuvre des orientations décidées lors du congrès.



Retrouvez la préparation du Congrès sur : [www.congres.cgt.fr](http://www.congres.cgt.fr)



### On a tous de bonnes raisons d'être sociétaire à la Macif

● Vous avez une famille à protéger ?  
Un véhicule, une maison à assurer ?  
Un projet à financer ? Une épargne à faire fructifier ? Voici déjà 4 bonnes raisons de devenir sociétaire.

A la Macif, vous trouverez des contrats clairs et adaptés qui répondent au plus juste prix à chacun de vos besoins personnels, professionnels et familiaux. Envie d'en savoir plus ? Dans plus de 500 points d'accueil en France, nos conseillers vous attendent pour répondre à vos questions et vous présenter les avantages réservés à nos sociétaires.

Pour connaître le point d'accueil Macif le plus proche de votre domicile [www.macif.fr](http://www.macif.fr) ou Minitel 3614 MACIF

Renseignements et tarifs  
▶ N° Indigo 0 820 333 000

On a tout à gagner à être solidaire

MACIF

# SECU : 60 ans d'histoire de solidarité

**Cette conquête majeure du monde du travail doit continuer à répondre aux besoins des populations. Pour cela, exigeons les moyens financiers nécessaires à ses missions.** Aujourd'hui malgré les attaques de toute nature qu'elle a subi, le bilan de la sécurité sociale s'inscrit au positif: nul ne peut en effet nier son importance dans la vie quotidienne de chacun: santé, retraite, famille.

Le montant des dépenses totales de la sécurité sociale au 31 décembre 2004 se monte à 346,6 milliards d'euros soit 21% du PIB et 1,22 fois les dépenses inscrites au budget initial de l'Etat pour 2004 (soit budget état: 284, milliards d'euros). Bien que cette dotation soit insuffisante pour couvrir les besoins grandissant en matière de santé, de famille, de retraite et pensions, elle représente encore pour beaucoup de salariés un salaire différé appréciable et une solidarité intergénérationnelle unique qu'il faut défendre, améliorer et développer.

Ce système de solidarité et de justice sociale sur lequel s'est bâti, dès l'origine, la sécurité sociale se situe à l'opposé du système assurantiel qui vise uniquement à répartir le risque par des garanties à la carte et génère des inégalités entre ceux qui ont les moyens d'accéder à une large couverture sociale et les autres.

Le combat de l'ensemble des organisations de la CGT avec les salariés et toutes les organisations syndicales qui le souhaitent doit redoubler d'intensité face aux enjeux gouvernementaux actuels qui ont pour seul but le démantèlement de la sécurité sociale et préparer sa privatisation.

Le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 accentue cette marche en avant. C'est une atteinte sans précédent au principe de solidarité.

Ce projet de budget qui va se discuter au parlement jusqu'en décembre porte une conception moins solidaire et relève d'une approche purement comptable qui se traduira par une atteinte aux droits des assurés sociaux, des prestataires et des difficultés de fonctionnement des hôpitaux publics, privés de moyens financiers nécessaires.

Ce projet de budget a été rejeté par les 3 caisses de sécurité sociale (CNAM, vieillesse, famille). Il vient d'être voté en première lecture à l'Assemblée Nationale par le seul groupe UMP. Il nous reste encore quelque temps avant le vote définitif pour faire entendre nos exigences.

L'UD CGT de Vaucluse a donc pris l'initiative d'organiser des débats sur cette question et mis à disposition des organisations une pétition pour exiger d'urgence une table ronde sur les questions de financement.

La réforme de financement de la sécurité sociale est la question principale et incontournable pour résoudre la crise du système de sécurité sociale.

Tous les plans dits de redressement ont échoué.

**La réforme Douste Bazy va aggraver la crise.**

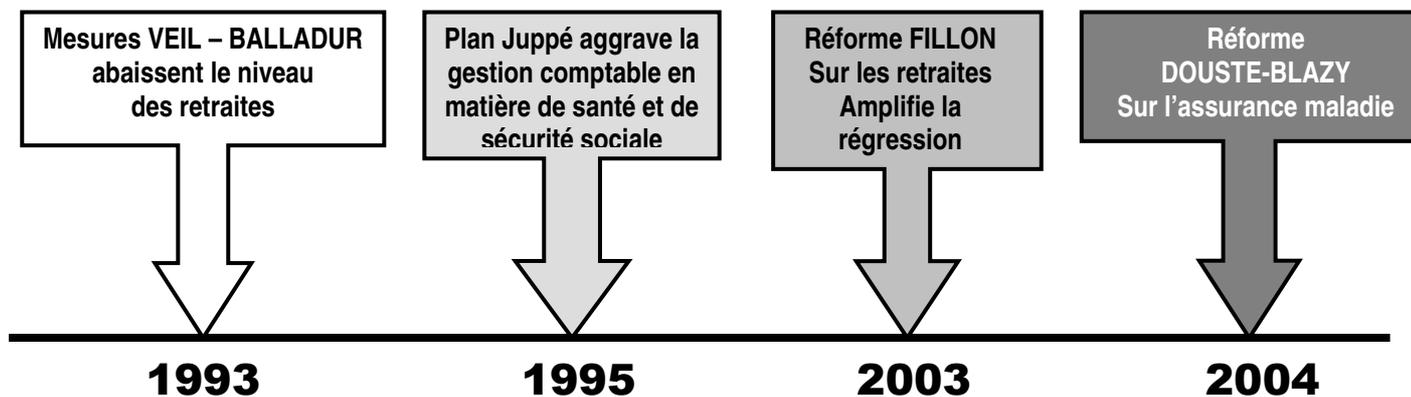
Le régime général de sécurité sociale a besoin de ressources nouvelles pour faire face à ses missions. La culpabilisation des malades, des professionnels de santé, "des hôpitaux dépensiers" etc ..ça suffit !!

La CGT se prononce pour un financement équitable, solidaire, favorisant le social, l'emploi, les salaires. Des recettes pérennes pour mettre en place une véritable politique de santé publique, familiale, assurer les retraites, réduire les inégalités.

Les besoins de prévention, l'allongement de la durée de vie, les progrès technologiques entraînent un accroissement justifié des dépenses. Ceci relève d'un choix de société: celui d'un autre partage des richesses créées par le travail.

**Débattre, se mobiliser, faire signer la pétition, c'est participer à préserver l'avenir de notre sécurité sociale.**

Marie Thérèse REYNAUD.



Coups sévères de ces dernières années portés contre notre système de sécurité sociale:

C'est ce que dit un dicton populaire. Hélas, désormais, il est entièrement faux ! Car se soigner revient de plus en plus cher, pour de nombreuses couches de la population.

Et c'est particulièrement vrai pour les retraités et personnes âgées, souvent fragilisées, au pouvoir d'achat en baisse, avec des besoins croissants en soins, en interventions, en suivi médical. Sans compter avec la montée en puissance des problèmes liés à la dépendance.

L'USR-CGT de Vaucluse, tout comme l'UCR au plan confédéral, n'a pas attendu la « semaine bleue » (alibi gouvernemental destiné à faire croire que l'on se préoccupe de ces questions toutes les 51 autres semaines de l'année) pour se saisir des revendications mises en avant, pour les retraités et personnes âgées, en matière de santé. Mais elle ne s'est tout de même pas privée, durant cette fameuse semaine, de faire exprimer les besoins, de rendre publiques ses propositions, et d'en alerter le Préfet, dans une démarche commune avec d'autres USR vauclusiennes.

Après les multiples réformes de ces dernières années, le *Vaucluse Syndicaliste* a rencontré Hélène Blanc, Secrétaire de l'US Santé sur la situation des établissements de santé et d'action sociale en lien avec la notion de service public et d'accès aux soins pour tous

### Quelles conséquences des dernières réformes pour le Vaucluse ?

Ce sont des services qui ferment ou des spécialités qui sont mises à mal. Par exemple, La chirurgie à Carpentras est bradée au secteur lucratif, on veut fermer les blocs opératoires jugés « non rentables » comme à Pertuis, Valréas, Vaison, c'est la maternité d'Apt qui est menacée, les services techniques et généraux sont abandonnés au secteur privé ou à des entreprises sous-traitantes. Dans le même temps, ce sont des annonces de fusions d'établissements pour mieux colmater la misère des budgets.

### Le secteur public hospitalier s'en trouve-t-il fragilisé ?

Bien évidemment, mais il faut remarquer que c'est organisé par le manque de places, comme pour mieux le traiter d'incompétent en cas de problèmes. Manques de places de prises en charge des enfants et adolescents dans les foyers et Instituts Médico-Educatifs, au foyer de l'enfance, dans les Maisons d'Accueil Spécialisées, pénurie de personnels qualifiés dans les maisons de retraite et manque d'effectifs .

## *La santé, ça n'a pas de prix ?*

L'USR-CGT Vaucluse a notamment édité un « *document de réflexions et de propositions sur la situation des personnes âgées en Vaucluse* », dans lequel sont pointées les faiblesses, qui vont s'aggraver si on n'y remédie pas rapidement, que ce soit dans le domaine des aides au maintien à domicile ou de l'hébergement en structures spécialisées. (*document disponible sur [www.cgt84.com](http://www.cgt84.com)*).

Il convient effectivement de remédier sans tarder à l'insuffisance de logements adaptés, de services d'intervention de proximité, de personnels en nombre et qualifiés, de places dans les maisons de retraite : il manque plus de 1.000 places en Vaucluse, et au moins une centaine d'emplois d'aides soignants !

De plus, les retraités sont également pénalisés par divers projets et mesures, tels que :

- Les nombreux remboursements de médicaments, soi-disant inutiles, ainsi que les remboursements très partiels de ceux qualifiés « de confort ».

- Les forfaits laissés à la charge des malades : forfait hospitalier, 1€ par consultation, et, maintenant, le scandaleux forfait supplémentaire, voté par nos chers députés de droite, de 18 € sur les actes hospitaliers supérieurs à 91 €

- Les menaces, sans cesse remises sur le tapis, de fermetures dans les Hôpitaux de proximité. La CGT, avec les populations concernées, doit se battre pour éviter les mauvais coups, à Pertuis comme à Apt, Vaison ou Valréas

C'est donc bien d'un **système de protection sociale solidaire** (santé – sécu – retraite), à la hauteur des enjeux, financé et pérennisé, comme le propose la CGT, dont les retraités et personnes âgées, éléments croissants de la population de notre Département, ont besoin, et pour lequel ils doivent revendiquer et lutter, avec la CGT, aux cotés des actifs !

Pierre PLATON

Nos services se voient attribuer des charges supplémentaires et n'arrivent plus à faire face. L'hôpital psychiatrique devient l'annexe de la prison, alors qu'il est déjà saturé et que les listes d'attente pour être hospitalisé ne cessent de croître (peut-on croire qu'une dépression ou une psychose puisse attendre une, deux ou trois semaines avant d'être traitée...), les maisons de retraite accueillent de plus en plus de résidents qui peu de jours avant étaient traités dans ces mêmes services de psychiatrie. Les personnels en nombre réduit, sans qualification spécifique ne peuvent pas faire face à des troubles qu'ils méconnaissent et qui sont trop souvent générateurs de violence. Cette même violence que les personnels de l'action sociale ont à subir au quotidien de la part des enfants qu'ils reçoivent, mais aussi de leurs familles, populations défavorisées de notre département

### Quelles sont les conséquences de cette politique pour la population ?

De plus en plus d'usagers sont en souffrance face à cette pénurie organisée de notre système public sanitaire et social, des heures d'attente dans les services d'urgence de moins en moins dotés pour faire face. Les contraintes budgétaires imposées ne peuvent que conduire au démantèlement de l'offre médico-sociale, sociale et sanitaire. Pour la CGT la priorité reste l'amélioration et la reconquête d'un vrai service public de santé et d'action sociale, dans le cadre d'une sécurité sociale plus que jamais solidaire, au service des populations, garantissant une réelle égalité d'accès au soins.

## Congrès :

- L'UL CGT de Carpentras a tenu son congrès le 7 octobre, 30 camarades de 10 syndicats y ont participé. Ils ont élu un nouveau Secrétaire général : Daniel GENDRE. Le congrès a été ponctué par un repas fraternel en l'honneur du départ de Gérard ROLLAND.
- Le 11 septembre 2005, les secrétaires généraux des 6 UD CGT de PACA, réunis en Comité Régional ont élu le nouveau Secrétaire Général du Comité Régional PACA CGT : Richard PEDDITZI, camarade du syndicat de la CAF des bouches du Rhône. Gérard MARTINO part à la retraite en fin d'année.
- L'UL CGT d'Avignon tiendra son congrès en mars 2006
- L'Union Syndicale des Retraités CGT 84, tiendra son congrès les 30 et 31 mars 2006.
- La Commission Exécutive de l'Union Départementale CGT du Vaucluse, réunie le 24 novembre 2005, a décidé de convoquer son 46<sup>ème</sup> congrès pour les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2006.

## Formation Syndicale :

- Niveau II, 3<sup>ème</sup> partie : 12 au 14 décembre 2005.
- Formation des formateurs : 16 au 20 janvier 2006, reportée au 6 au 10 février 2006.

## Initiatives                      Sécurité Sociale :

- Faire signer massivement la pétition UD « 60<sup>ème</sup> anniversaire de la sécurité sociale »
- Prochain débat le 29 novembre 2005 à 17 h 00, à la salle des fêtes de Morières.



## Plan National de Syndicalisation (PNS):

- Rappel : les 2 bassins d'emploi ciblés par l'UD pour le Plan National de Syndicalisation sont Auchan Nord et Avignon Courtine
- Sur la ZI Courtine, nous disposons d'un local mis à disposition au centre de tri postal par les camarades des PTT, mais au regard de sa situation excentrée, nous avons pris la décision d'utiliser un camping car prêté par le trésorier de l'UD . il est utilisé pour tenir des permanences hebdomadaires les jeudis de 13 à 18 h sur un rond point de la ZI Courtine .
- Sur Auchan Nord : nous avons réalisé une caravane de déploiement en direction des salariés du commerce des 2 Auchan (Avignon Sud et Nord) du 7 au 10 novembre. Le succès de ces parrainages et le bon accueil des salariés ont démontré la nécessité de renouveler ce type d'initiative. Des propositions en ce sens seront faites prochainement par la CE de l'UD, le Collectif de Conquêtes,... mais nous avons besoin de plus de camarades pour participer aux prochaines initiatives, restez vigilants aux dates qui seront proposées dans la semaine départementale. Nous allons également mettre en place des permanences d'accueil pour ces salariés sur l'UL de Sorgues avec l'aide de camarades du commerce et de l'interpro.

## Organisation :

- Au niveau confédéral nous enregistrons pour cette année un nombre de syndiqués en nette progression, avec plus de 707 000 FNI 2004 (694 000 en 2003) Pour 2005 nous sommes déjà en avance.
- Sur l'UD nous enregistrons également une progression au niveau du total des FNI, des Adhésions nouvelles réalisées et des cotisations reversées. Nous atteignons des résultats inégalés depuis plus de 20 ans. Nous devons poursuivre ce travail de remontée des informations et des règlements

**Retrouvez  
toutes les infos de l'UD  
sur: [www.cgt84.com](http://www.cgt84.com)**

Commençons cette revue de presse par l'exemple que nous donnent les salariés de NOBLEMAT dans les colonnes de La Marseillaise. En lutte pour leur dignité, comme s'il était normal d'en arriver à la grève pour obtenir de véritables toilettes, de vraies douches et un local de repos digne de ce nom. Le journaliste note néanmoins que c'est le licenciement d'un des salariés pour des motifs fallacieux qui a déclenché le ras le bol des salariés.

Au travers de l'article c'est tout le management patronal le plus réactionnaire qui est condamné. Non-respect de la convention collective, « prêts » de salariés entre plusieurs entreprises, heures supplémentaires pas toujours payées, etc., etc., ... L'ensemble des demandes des salariés ont été adressées à la Direction et communiquées – à toutes fins utiles – à l'Inspection du travail ainsi qu'à la CRAM. Inutile de préciser qu'ils ont tout le soutien de la CGT

Mais, ce qui a attiré toute l'attention des médias ce sont les diverses luttes sociales en cours ou à venir portant sur la défense des services publics. Des postiers en grève le 10 novembre, en passant par les luttes et les soutiens apportés à la défense d'EDF, jusqu'à la perspective d'une action reductible chez les cheminots à partir du 22 novembre, l'actualité ne manquait pas. L'occasion pour la CGT de réaffirmer sa volonté de conserver et développer les services publics, tous les services publics, au plus près de la population pour répondre à ses besoins.

Le 7 octobre, un rassemblement de plusieurs responsables des syndicats CGT des services publics se tenait devant la Préfecture et permettait à Michel LOVERA de montrer la façon insidieuse de procéder de chaque entreprise : « La stratégie est toujours la même, quel que soit le service public, on sépare

l'entreprise en activités, en brisant son unicité. Puis on passe à une maîtrise comptable qui ne passe pas forcément par la réponse aux besoins des usagers ». C'est exactement ce que dénoncent les organisations syndicales de cheminots et qui justifie leur action du 22 novembre.

Des actions, des conférences de presse qui auront permis de rappeler la différence entre une gestion publique et une gestion privée.

La conférence de presse de l'USR 84 a également été à l'honneur des colonnes de La Provence et de La Marseillaise. Cette rencontre avec la presse visait à présenter un document (1) sur « la situation des personnes âgées dans le Vaucluse ». Adrienne Granoux, Secrétaire de l'USR, dénonçait un sous équipement du département en structure adaptée à l'accueil des personnes âgées.

« C'est plus de 1 000 places qu'il faut créer. Sans

Ainsi, les agents d'EDF qui poursuivent la dénonciation de l'ouverture du capital d'EDF, souligne que : « Les actionnaires privés même minoritaires exigeront du profit et le système solidaire et équitable disparaîtra petit à petit ». Cette gestion conduit à sous-traiter divers budgets comme l'entretien, la maintenance ou la formation ce qui ne manquera pas d'avoir des répercussions négatives sur la qualité et la sécurité du réseau poursuivaient les électriciens.

Fred Laurent de la Santé dénonçait la casse des hôpitaux de proximité et les fermetures de services ; chirurgie à Carpentras, maternité à Apt, anesthésiste à Pertuis conduisant à la fermeture du bloc opératoire ainsi que le manque de moyens de l'hôpital psychiatrique auquel les pouvoirs publics font de plus en plus jouer le rôle d'annexe de la prison avec tous les risques que cela comporte.

L'agression de personnel en septembre est là pour le rappeler.

Les syndicalistes remettaient 600 pétitions en faveur d'EDF « 100% publique » et 3200 signatures pour « Ne pas laisser La Poste nous échapper » et laissaient entendre que d'autres initiatives auraient lieu pour « bousculer ensemble, usagers, salariés, élus, les projets du gouvernement et faire en sorte qu'une autre politique, conforme aux intérêts du plus grand nombre, soit engagée ».

compter, la nécessité de construire des petits logements à proximité des commerces et à petits prix ». Une réflexion à rapprocher des statistiques communiquées par les syndicalistes retraités. **S'il y avait 111000 vauclusiens de plus de 60 ans en 1999, ils sont aujourd'hui 126000.**

(1) Le document de l'USR est téléchargeable sur [www.cgt84.com](http://www.cgt84.com) rubrique USR84 ou disponible à l'UD.



**Les Unions Départementales du Gard et du Vaucluse se sont rencontrées le 18 octobre en présence de la Confédération pour réfléchir et initier un travail en commun sur le Bassin de Villeneuve Lez Avignon et plus largement sur le Grand Avignon, en mutualisant leurs moyens. Gilles FOURNEL, Secrétaire Général de l'UD participait à cette réunion...**

**Pourquoi une telle réunion ?**

Il est temps de réaliser concrètement des modifications, de réaliser d'une manière pragmatique des ajustements qui nous permettent d'avancer sur le nécessaire renforcement de la CGT. Non pas pour tout bouleverser mais pour mettre la CGT et ses adhérents dans la réalité de leur territoire. La précarité, la casse des services publics, la désindustrialisation a profondément modifié le salariat et notre ambition de défendre l'emploi passe par notre capacité à organiser ces salariés qui n'ont plus les mêmes repères que par le passé. C'est ce qui a conduit à cette réunion avec l'UD30 et Alain Bonnefoi qui nous aidera sur la zone de Villeneuve.

**Peux-tu préciser ?**

Plus de 60 % du salariat vauclusien se trouve sur le bassin du « Grand Avignon », 38000 salariés travaillent dans le secteur du commerce et des services, notre implantation y est quasi nulle. Dans le même temps l'émergence de pays, de communautés d'agglomération amplifie ces phénomènes. Par exemple, L'Union Locale de Pertuis conformément au salariat du secteur a tendance à se rapprocher des Bouches du Rhône (d'Aix), tandis que les salariés des bassins de Nyons - de Buis les baronnies (26) se tournent naturellement vers l'UL de Vaison la Romaine (84), tout comme ceux de Châteaurenard -Rogononas (13) sur l'UL d'Avignon, il est donc tout naturel que le bassin de Villeneuve Lez Avignon se rapproche du Vaucluse car intégré complètement dans le Grand Avignon. La CGT se doit de travailler mieux sur ces nouveaux périmètres

**Concrètement, qu'est-ce-que cela signifie pour nos adhérents ?**

Il s'agit d'élaborer un travail en commun avec l'UD du Gard et de voir comment mutualiser nos moyens et intégrer Villeneuve dans notre plan de syndicalisation. Concrètement, Alain sera régulièrement invité à notre CE. D'ailleurs, notre première initiative fut une réussite lors de la « caravane Auchan » dont nous avons déjà des retombées.

La question de clarifier les missions, les rôles et les moyens consacrés à chacune des structures, viendra en son temps, avec l'évolution du débat dans le cadre du 48<sup>ème</sup> Congrès..



Journal de l'Union Départementale des Syndicats CGT de Vaucluse  
 Siège social : 1, rue Ledru-Rollin - 84000 Avignon  
 Directeur de publication : Yvonne MAS  
 n° commission paritaire 0303S05705  
 Imprimé dans nos locaux- Abonnement 3.05€ inclus dans la cotisation  
 Encartage payé. Dispensé de timbrage - N°5 : Novembre 2005 - Dépôt : 30 novembre 2005

**informe, débat, analyse, interroge...**

je m'abonne à la **nvo** 52 numéros pour **47 €\***

(Écrire en lettres capitales, merci) Monsieur  Madame  Mademoiselle

NOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_ ANNÉE DE NAISSANCE \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_ E-MAIL \_\_\_\_\_

FÉDÉRATION \_\_\_\_\_ ENTREPRISE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

\*Payable par chèque à l'ordre de la Vie Ouvrière ou par prélèvement automatique semestriel de 23,50 €.

Service abonnements Nouvelle SA LA VIE OUVRIÈRE B.P. n° 27 -75560 Paris Cedex 12

Important : datez et signez simplement l'autorisation de prélèvement et joignez votre RIB obligatoirement. Votre abonnement est renouvelé tacitement.

Nota : les chèques barrés ne sont pas acceptés.

**Autorisation de prélèvement**

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si la situation le permet tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-contre. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

**TITULAIRE DU COMPTE**

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

ÉTABL.	CODES	GUICHET	N° DE COMPTE	CLÉ	RIB

DATE \_\_\_\_\_ SIGNATURE \_\_\_\_\_

**CRÉANCIER** LA VIE OUVRIÈRE - 263, RUE DE PARIS - CASE 600 - 93516 MONTREUIL CEDEX  
 NUMÉRO D'ÉMETTEUR : 107859

**ÉTABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE** NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

# TRANSPORTS ET SERVICES PUBLICS

Le transport touche tous les domaines de notre vie au quotidien; en fait peu d'activités échappent au transport. Les éléments matériels qui concourent à notre vie (comme l'électricité, l'eau) ou l'immatériel comme l'information sont transportés.

Schématiquement, nous pouvons dire qu'une marchandise plus elle est transportée, plus elle crée de la richesse. D'ailleurs, le capitalisme a bien compris cela en étendant la mondialisation dans tous les domaines; cependant, certaines parties du transport échappent encore aujourd'hui aux tenants de la propriété privée.

Historiquement notre pays a opté (en 1945 principalement) pour une nationalisation des services comprenant une activité de transport importante.

LA SNCF, EDF/GDF, la Poste et les Telecoms, Air France, puis sont venus s'ajouter dans le temps certains transports urbains et maritimes. En fait, la légitimité de ces organisations est basée sur la caractéristique du service public.

Ce modèle d'organisation particulier a fait la démonstration de son efficacité économique et sociale en permettant à notre peuple d'avoir accès à des activités et services pour tous.

Les tenants de la société libérale n'ont eu de cesse d'attaquer les services publics. En effet, nombre de ces organisations sont peu délocalisables et donc pour pouvoir récupérer les richesses, les entrepreneurs privés ont mis en place avec l'aide des divers gouvernements le processus de privatisation par actions (Bourse). Les privatisations ne se font pas sous une forme unique, mais sur des choix précis avec comme critère la rentabilité financière immédiate et à hauteur de 15% de retour sur investissement.

Donc, nous pouvons dire que toute privatisation se traduit pour les usagers par une augmentation des coûts des divers services, car souvent en plus des augmentations, dues au financement privé,

s'ajoute la désorganisation.

Les exemples ne manquent pas: la privatisation du fer en Angleterre, l'électricité en Allemagne et l'eau chez nous.

Nous voyons donc que la privatisation des transports est un sujet vaste et qui touche pratiquement tout le monde et tous les domaines.

Nous avons donc un nœud car même si nous restons sur des éléments importants de transports notre organisation en fédération crée des limites pour organiser un rapport de force suffisant pour mettre en échec la stratégie de privatisation.

En règle générale la stratégie de privatisation est mise en place par des organisations de type politique (collectivités locales, Pouvoirs Publics). Cette nature demande donc une coordination importante pour l'activité syndicale entre les structures de la CGT actifs et retraités et avec les usagers.

Nous constatons que certaines de nos difficultés proviennent des réponses différentes à un problème identique; par exemple les transports urbains: certains de nos syndicats ont accepté la "délégation de services publics" d'autres la refusent.

Nous avons donc intérêt à faire des choix stratégiques et coordonnés sur les questions de transport et services publics et d'impliquer l'ensemble de nos organisations pour porter, avec nos concitoyens, nos propositions.

Nous avons à l'heure actuelle d'énormes possibilités sur la question des transports de personnes et lorsqu'on arrive à mettre en place de nouvelles organisations elles correspondent aux besoins des usagers (l'exemple de réouvertures de ligne est significatif) car en plus de la question des coûts de la "voiture" nous pouvons intégrer la question de l'environnement et de la santé.

Nous avons donc un vaste terrain pour agir.